Les Cahiers de "Terre Libre"

Publication mensuelle

Année III - N° 6 - 1 Franc - Juin 1938

SERIE à 0,30

1. — En Période Electorale (Errico Malatesta).
2 bis. — La Paix Inconnue, poèmes pacifistes (L. Boué).
3. — La Charte fasciste du Travail (A. Franck).
4-5-6. — Le Communisme libertaire, but de la CNT (I. Puente).
7. — « Sur le tas », Souvenirs d'une exploitée (S. Galois)
8. — Pour un renouveau de l'Anarchisme en France.
9. — Le Socialisme et la Peine de Mort (Un Socialiste).
10. — Que sont la CNT et la FAI ? (Documents).
11. — De Taylor à Stakhanov (Réédition du numéro 2). (Les numéros 3 à 8 et 10 sont épuisés)

SERIE à 2 fr.

1. — Catalogne 1936-1937 (64 p.)
2. — Tempête sur l'Espagne (96 p.)
3. — Où va l'Espagne ? (48 p.)
4. — Guerre de classes en Espagne. (C. Berneri)

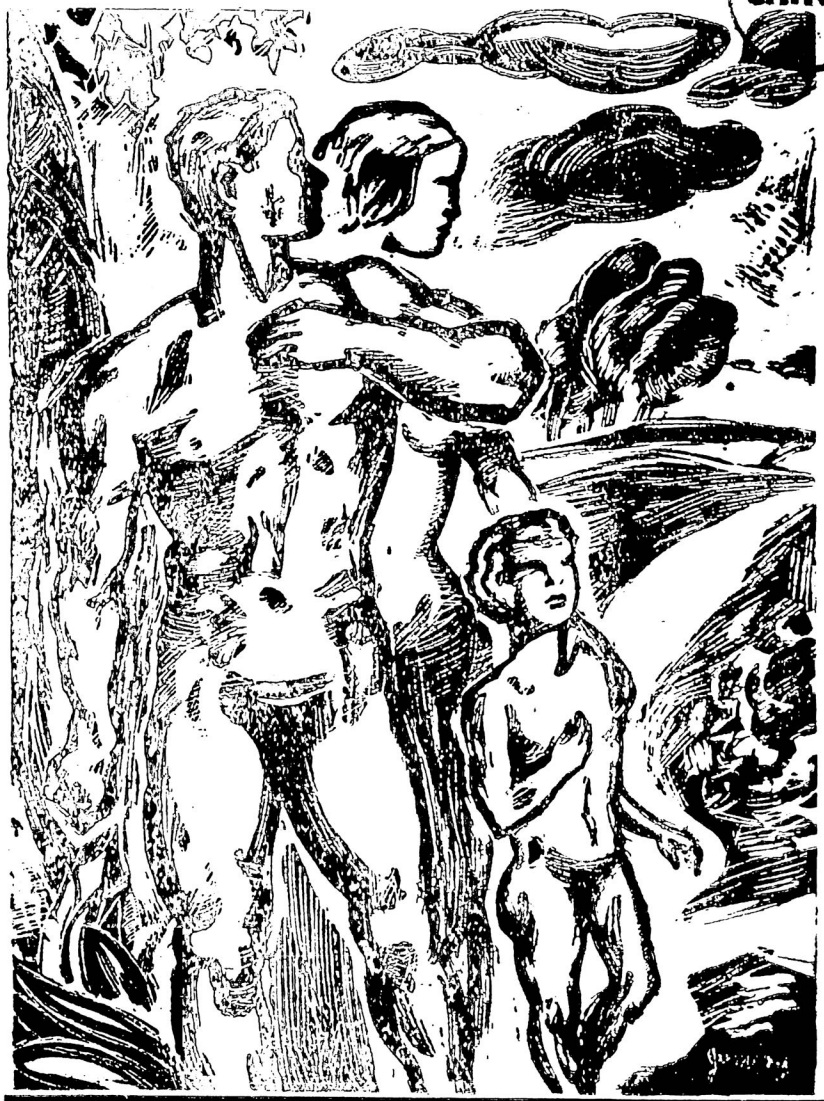
SERIE à 1 fr.

1. — La Corporation, de la Rome ancienne à la Rome Mussolinienne. (A. Franck)
2. — Lueurs sur l'Espagne (P. Lapeyre).
3. — Asturies 1934 (1re partie : U. H. P.)

Abonnement à la série 1937-38 : 20 fr.

Administration : P. Jolibois, 10, rue Emile-Jamais, Nimes.
C. c. p. Montpellier 186-99.

C.I.R.A.



La Laïcité

A NOS CAMARADES,

AUX AMIS DE L'ENFANT

Les auteurs de cette brochure, des amis de l'Enfance, ne prétendent pas avoir traité à fond, dans ses détails pédagogiques la question de l'Education enfantine.

Leur travail n'est pas un traité de pédagogie.

S'adressant aux travailleurs, ils auront atteint leur but s'ils ont pu amener les ouvriers, les paysans, les parents, *à réfléchir sur cette grave question de l'Enseignement, et à prendre parti dans la lutte que se livrent, sur ce terrain, les principes d'autorité et de liberté.*

Nous croyons qu'elle vient à son heure et pose un problème urgent.

Nous demandons à tous les camarades de nous aider à la diffuser.

PRÉFACE

Quels sont les *buts* poursuivis par les auteurs de cette brochure ?

Uniquement inspirés par un profond amour de l'Enfance, obsédés par l'angoissant point d'interrogation que pose son avenir, ils ont voulu essayer de définir *la vraie laïcité* ; sans prétendre traiter dans toute son ampleur et son apparente complexité, le problème de l'Education totale, ils ont voulu :

Chercher les bases d'un enseignement désintéressé, exclusivement au service de l'Enfance et de l'Humanité : *l'Enseignement laïque* ;

Critiquer les principes de l'Eglise en matière d'Enseignement ; démontrer son opposition absolue à tout développement scientifique, et son incapacité technique d'enseigner ;

Dénoncer les dogmes de l'Etatisme, les principes de l'Enseignement étatiste ; arracher à l'Etat son masque hypocrite de fausse laïcité, et démontrer l'indéniable contrainte exercée par lui sur l'éducation afin de l'enchaîner au respect de ses institutions.

Le moment nous semble propice.

Les « slogans » se succèdent selon les besoins de gouvernements soucieux avant tout de « rester en place ».

Il y eut le *Monopole de l'Enseignement*... D'aucuns y ont cru. Il subit un bel enterrement de 1re classe... mérité d'ailleurs.

Au lendemain de la guerre (c'était... avant-hier) la démocratie régnante — cette vieille prostituée, si décatie que ses anciens amants ne la reconnaîtraient plus — la démocratie fit semblant de s'inquiéter d'un renouveau de religion (qu'elle n'avait pas su ou pas voulu éviter), du retour des congrégations (qu'elle n'avait pas su, ou pas voulu, ou pas *pu* empêcher) ; elle feignit de s'émouvoir des assauts donnés à *son* enseignement, *dit laïque*, par toutes les forces de conservation sociale ; elle prétendit défendre (!) *ses* écoles et *ses* instituteurs... Des naïfs ont pu espérer quelque chose de ces velleités, réprimées aussitôt qu'exprimées ; ils en ont été pour leurs espoirs déçus.

Hier, c'était l'Enseignement unique. Ah ! le beau bateau !

Le savoir dispensé aux pauvres comme aux riches, la science accessible à tous... Hélas !

Aujourd'hui, tandis qu'un peu partout, si nous en croyons les instituteurs, l'école catholique reprend pied et grignote l'école publique, qu'on ne parle plus de défendre ni de protéger, (Main tendue ?... Union sacrée ?..)

aujourd'hui donc, on nous prépare une *Réorganisation Totale de l'Enseignement.* « A quoi bon replâtrer, rapiécer, rafraîchir un système trop « vieux ? A la refonte ! Faisons du neuf ! »

Nous verrons bien...

Mais nous croyons nécessaire à cette heure (l'heure des faillites, hélas !) de prendre position :

Pour la Laïcité ;
Contre son ennemi le plus acharné : l'Eglise ;
Contre son exploiteur le plus direct : l'Etat.

Trop brève, cette brochure voudrait être cependant un cri d'alarme :

d'une part, contre l'abrutissement des jeunes générations par l'enseignement religieux ;

d'autre part, contre leur exploitation, leur accaparement par l'Etat qui limite à ses propres besoins l'épanouissement de leurs facultés.

Elle voudrait vous convaincre, Camarades qui la lirez, qu'il faut arracher l'Ecole à l'emprise et à l'autorité des religions spirituelles ou politiques, défendre l'Enfant contre l'Eglise et contre l'Etat pour le rendre à lui-même.

Réaliser la vraie laïcité, en créant un Enseignement *libre,* confié à des hommes *libres,* et méthodiquement organisé par le corps pédagogique, sous la direction du corps médical et du corps scientifique, avec l'aide et le contrôle des Travailleurs organisés.

CHAPITRE PREMIER

DE L'ENFANT A L'HOMME : L'ENSEIGNEMENT

Qu'est-ce qu'un enfant ? Un petit homme. Et nous donnons à ce terme son sens complet : comme l'adulte, l'enfant a sa personnalité, son individualité, avec lesquelles il faut compter.

Malgré des différences de tempéraments, qui se retrouvent d'ailleurs chez les hommes, les Enfants ont des points communs : bien portant et normal, (les autres relèvent du médecin, non de l'école), l'enfant est un jeune être essentiellement actif et curieux. Toujours interrogeant, il cherche à connaître le monde qui l'entoure. Il veut le comprendre, il veut pénétrer le secret des êtres et des choses, il veut « apprendre la vie ».

Cette insatiable curiosité, c'est l'intelligence enfantine à la recherche de la science. Elle est comme une grande page blanche où s'inscrivent, au jour le jour, les acquisitions que, seul ou avec notre aide, l'enfant réalise.

Elle a, sur l'intelligence adulte, la supériorité d'être blanche, d'être neuve, d'être vierge. Le mensonge et l'erreur qui souillèrent trop souvent la nôtre, elle les ignore. Elle est apte à cueillir la science pour la faire sienne, prête à en apprendre la vérité, à « comprendre la vie ».

Mais prenons garde ! N'ayant pas encore connu le mensonge, elle est confiante. Et cette confiance, cette crédulité, cette naïveté enfantine, que d'aucuns vantent, admirent et *cultivent,* c'est pour l'Enfant une infériorité, pour sa fragile intelligence, un danger.

Incapable encore de raisonner, de juger, de discuter, il ne peut distinguer la vérité du sophisme, et si celui-ci s'inscrit sur la page blanche aux lieu et place de celle-là, quels efforts l'en délogeront ?

« *Petit enfant deviendra homme.* »

L'Homme vit en l'Enfant comme le fruit dans la fleur, comme la plante dans la graine.

Faible dans le présent, l'enfance est forte et riche de l'avenir qu'elle contient et promet.

Que sera cet Avenir ? Quels hommes deviendront ces bambins confiants et curieux, ces petits gais et vifs vers qui se penche aujourd'hui notre sollicitude, à la fois affectueuse et angoissée ?

Nous les voudrions, selon l'expression de Marcel Martinet, « des hommes, non des machines, non des soldats, non des esclaves. »

Nous les voudrions forts et conscients de leur force, libérés de toute autorité imposée, de toutes contraintes extérieures à eux, de tous dogmes.

Nous les voudrions libres et heureux, capables « d'accomplir le maximum « de leur destin dans une société permettant à *tous les hommes* ce ma- « ximum d'accomplissement. (M. M.) »

Pour qu'elle s'épanouisse en une belle floraison d'hommes sains, pour qu'elle tienne sa promesse d'hommes forts et vrais, tels que nous les rêvons, tels que les demande la révolution,

Il faut instruire l'Enfance.

1°) *Culture Prolétarienne.*

« C'est un merveilleux outil que le cerveau d'un homme instruit », a dit Anatole France. L'écrivain avait raison. L'intelligence éclairée est d'abord la condition indispensable d'un raisonnement sain, d'un jugement droit, d'une volonté consciente et ferme, d'une mentalité bien équilibrée.

Elle est la condition nécessaire, et nous dirions volontiers suffisante, à l'émancipation des hommes.

C'est son intelligence, son instruction qui permettront à l'Enfant devenu adulte, de pénétrer le secret des choses et des hommes, le sens de la vie ; qui éclaireront ses décisions et ses actes ; qui lui donneront la possibilité d'asservir toujours davantage les forces de la nature pour la satisfaction de ses besoins ; qui lui feront conquérir la liberté et le bonheur, en créant une société toujours plus libre et plus heureuse.

Aider l'enfant, puis l'adolescent, à conquérir ce merveilleux outil ; apporter à son besoin de savoir, et lui rendre accessibles les acquisitions des sciences expérimentales, sans lasser, ni éteindre sa curiosité, condition indispensable de toute culture ; muer cette curiosité instinctive et confiante en curiosité consciente, intelligente, capable de raisonner, de juger, de discuter, c'est la tache de l'Enseignement.

Elle est primordiale et belle, certes. Elle est aussi délicate et lourde de responsabilité.

Qui s'en chargera ?

Et quelles garanties devront offrir ceux qui en seront chargés ?

En premier lieu, des garanties de savoir : qui doit instruire les autres a besoin d'être instruit soi-même et ne le sera jamais trop.

Ensuite, des garanties d'impartialité absolue (nous ne disons pas de neutralité). Et pour cela, l'Instituteur devra être indépendant. Uniquement

au service de l'Enfant qu'il enseigne, il ne doit dépendre d'aucune coterie, d'aucune chapelle, d'aucun gouvernement.

C'est un homme tout simplement appelé à éveiller des hommes ; son but unique, sa seule préoccupation doivent être de « développer aussi intégralement que possible les facultés... de l'enfant... en respectant sa personnalité. »

Ainsi s'exprimaient en 1911, les Instituteurs Syndicalistes, à Angers, dans leur manifeste.

Ces garanties que nous demandons au personnel enseignant, les a-t-il données dans le passé ? les donne-t-il dans le présent ?

CHAPITRE II

ENSEIGNEMENTS RELIGIEUX
ENSEIGNEMENTS ETATISTES

En dehors de quelques initiatives individuelles, l'enseignement a été organisé par l'Eglise ou par les Etats. Ils ont fait ainsi figure de civilisateurs. Mais, rivaux pour la forme, ils ont poursuivi le même but : dressage des enfants, domestication, asservissement des esprits.

« Laissez venir à moi les petits enfants », ainsi parle, selon les prêtres, le dieu des chrétiens.

Et l'église qui avait déjà, pour capter les esprits et les cœurs, ses temples, et leurs chants, leurs lumières, leur encens, son paradis et son enfer, son dieu-jésus-enfant (trouvaille géniale), l'église eut aussi des écoles.

Le savoir de ses moines et ses immenses richesses lui donnaient la possibilité matérielle de les créer et de les entretenir.

Mais logiquement, scientifiquement, l'Eglise a-t-elle le droit d'enseigner ? En a-t-elle la possibilité technique ?

EGLISE ET SCIENCE

Toute la puissance de l'Eglise repose sur *la révélation.*

La *Révélation* ? C'est l'ensemble des textes sacrés, ou écritures saintes, par lesquels on nous apprend que Dieu, le créateur de toutes choses, nous aurait fait connaître ses pensées et ses lois, par l'intermédiaire d'êtres de prédilection : prophètes et apôtres.

Dieu est le critérium de la morale. Principe de toute justice et de toute vérité, ses lois veulent être la synthèse de toute la vie et en contenir tout le dynamisme.

De ses lois, de sa vérité, découle un enseignement en dehors duquel tout est orgueil, vanité, erreur.

« C'est une erreur, proclame le Syllabus, de dire que les catholiques pensent approuver un système d'éducation en dehors de la Foi catholique et de l'autorité de l'Eglise, et qui n'ait pour but, ou du moins pour but principal, que la connaissance des choses purement naturelles et la vie sociale sur terre. »

Autrement dit, « il n'est point d'enseignement en dehors de l'éducation religieuse ». La science, dont le rôle est d'étudier, d'observer, d'analyser, pour essayer de les expliquer, les forces naturelles qu'elle met ensuite au service de l'Humanité, la Science est la négation même de la Foi. Son domaine est illimité dans le temps comme dans l'espace ; sa curiosité est sans respect : ses recherches scrutent les nues comme la terre, le passé comme le présent, les textes sacrés comme les textes profanes, les religions comme les civilisations.

Cherchant à *éclairer* les origines de l'Humanité, la Science se livre à une véritable dissection des textes religieux (qui prétendent les expliquer) ce qui l'amène, inévitablement, à nier l'existence des dieux des religions, dieux enfantés par la superstition.

La Science, en apportant chaque jour à l'homme des connaissances et des matériaux qui lui permettent d'améliorer ses conditions d'existence et ses rapports avec ses semblables, est, par excellence, l'agent du Progrès matériel et social. Mais elle ruine, par cela même, le caractère surnaturel des Révélations et détruit les fondements mêmes de la Théologie.

Aussi la Bible nous met-elle en garde contre cette puissance malfaisante.

Dans l'Ecclésiaste : chapitre I (Fils de David), nous lisons : « Car où il y a abondance de Science, il y a abondance de chagrin. Celui qui s'accroît de la Science, s'accroit de la douleur. »

C'est donc déjà, à l'aube du Christianisme, l'affirmation que la Science est un danger pour l'homme.

Dans l'Evangile, aux contradictions si nombreuses, c'est la haine de Jésus pour tout ce qui est savoir, doute, scepticisme. Sa doctrine, résumée en une phrase lapidaire, qui domine sa légende, s'attache comme une lèpre spirituelle à tous les cerveaux catholiques : « Bienheureux les pauvres d'esprit... le royaume des cieux leur appartient ».

Enfin c'est, en des temps plus proches du nôtre, une pluie ininterrompue de décisions, de conciles, de bulles vaticanes, semons, écrits religieux,

condamnant le Modernisme, affirmant, toujours davantage, l'opposition irréductible qui existe, par définition, entre la Science et la Foi.

Dans l'allocution « *Singulari Quadam* » du 9 décembre 1854, le pape écrit : « Les sectateurs ou les Adorateurs de la Raison qui s'imaginent trouver en elle un guide, oublient, certes, la plaie grave et cruelle faite à la nature humaine par la coulpe du premier père. »

Vous douterez peut-être que pareil langage ait pu être tenu au XIXe siècle : ce texte est exact.

Dans les lettres apostoliques du 21 décembre 1863, nous cueillons ces lignes : « ...les vérités proposées par la révélation divine sont tellement au-dessus de la Raison que celle-ci ne peut jamais être capable de les comprendre elle-même. »

« Le progrès des Sciences dépend intimement de leur adhésion aux vérités révélées, enseignées, par l'église catholique. »

On ne peut pas plus clairement limiter les recherches scientifiques et plus hypocritement placer la science sous le contrôle de la foi.

L'Encyclique Providentissimus fut encore plus formelle en déclarant « si les savants publient quelque chose de contraire à la foi catholique, croyons sans nulle hésitation que c'est très faux ».

Le chanoine Morel, consulteur de la congrégation de l'*Index*, n'écrivait-il pas « que m'importent vos découvertes si vous m'apportez la peste ? Si l'Eglise ne veut pas succomber, tout système de philosophie, de science, d'histoire, qui ne cadre pas avec la synthèse romaine, doit être rejeté avec horreur. »

N'est-ce pas ériger l'ignorance en système d'éducation, et rejeter avec mépris et « horreur » les résultats acquis par l'intelligence en lutte contre les forces universelles ?

Mais le document le plus important par lequel l'Eglise condamne la Science est, sans contredit, le Syllabus qui parut en 1864.

Nous n'en citerons que quelques articles, mais de quel poids ils appuieront notre argumentation concernant l'inaptitude technique de l'Eglise à enseigner.

« Art. II. — L'Eglise ne peut en aucun cas tolérer les erreurs de la philosophie et se doit de sévir contre elle.

« Art. VII. — Anathème à qui dira : les miracles exposés et narrés dans les Saintes Ecritures sont des fables.

« Art. 80. — Le Pontife romain ne peut, ni ne doit, se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne. »

Et Léon XIII résumait en quelques lignes la soumission de l'homme à la divinité, de la raison à la foi :

« Il est certain que l'homme doit rester dans une dépendance entière et réelle à l'égard de Dieu. Nier cette dépendance est une révolte. »

Et la sanction a été prévue par le Syllabus :

« Art. 24. — Anathème à qui dira : l'Eglise ne doit pas défendre sa doctrine par la violence. »

Ainsi, non seulement l'Eglise proclame la vanité de la Science, mais elle se réserve le droit d'en réprimer les manifestations, d'annihiler ses conséquences

Nous pourrions utiliser d'autres textes, ils abondent : à quoi bon ? Ceux-ci ne sont-ils pas suffisants pour nous montrer les religions et l'Eglise telles qu'elles sont : adversaires résolues de la vulgarisation de tous les éléments du savoir humain dont l'utilisation méthodique entraîne la société vers une vie plus rationnelle et plus humaine ?

Après la lecture de tous ces textes, le lecteur aura le droit d'être étonné qu'après une telle négation de la science, après une condamnation aussi virulente du libre-examen, de la libre pensée, de l'esprit de recherche, l'Eglise ose prétendre, non seulement à l'éducation morale des peuples, mais encore à leur enseignement général.

CHAPITRE III

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

Il a le droit de s'étonner, car enfin qu'est-ce qu'enseigner ? Nous avons déjà répondu, en gros, à cette question : c'est, d'une part, rendre accessibles à l'enfant les acquisitions déjà faites par les sciences exactes.

C'est, d'autre part, lui apporter tous les moyens d'étude, d'observation, d'analyse et de synthèse, de calcul, de contrôle et d'investigation qui lui feront connaître le monde où il vit, et élargir sans cesse le champ de ses connaissances.

C'est le doter de « l'outil merveilleux » qui, éclairant la vie et ses buts, déterminera, par l'incessante réaction de l'individu contre la société, une évolution plus accélérée de cette dernière vers des régimes de plus en plus rationnels, libres et humains.

L'Enseignement religieux peut-il logiquement remplir cette mission ? Nous offre-t-il les garanties techniques indispensables à l'étude des réalités ? Recherche-t-il la vérité par l'analyse objective et impartiale des faits ? Part-il du doute pour arriver à l'affirmation ? Remonte-t-il du

connu à l'inconnu ? des effets aux causes, pour établir la liaison entre le présent et le passé, entre le dernier et le premier anneau de cette chaîne qu'est la Civilisation ?

L'Enseignement religieux est-il la technique du savoir humain ?

A toutes ces questions, la réponse négative surgit de la doctrine religieuse même.

La religion ne peut pas enseigner : elle nie les connaissances humaines qui sont en désaccord avec la révélation ou qui peuvent écarter les hommes des superstitions grossières.

La religion ne peut pas enseigner, car elle s'interdit d'utiliser les procédés techniques qui s'imposent au savant dans l'étude, et la recherche des causes dont nous subissons les effets. Systématiquement, la religion écarte l'expérimentation comme moyen de culture.

Elle ne cherche pas à savoir : elle sait... Pour elle, la vérité n'est pas un but, elle contient la vérité, elle en est l'émanation, l'expression, mieux : elle est elle-même toute la vérité. En dehors de ses préceptes, de ses écritures, de ses dogmes, tout n'est que mensonge, vanité, erreur, orgueil.

La Science est née du doute allié au besoin de savoir ; la religion est un acte de foi, un sentiment qui se refuse au contrôle de la Raison.

Qu'importe à la Religion l'amélioration des conditions sociales, si elles ne peuvent être acquises qu'au prix de la négation des principes religieux !

Que lui importent le perfectionnement de l'individu et son bonheur terrestre, puisque, selon Sa loi, l'ignorance et la souffrance restent, en dépit de tout, les titres supérieurs qui vaudront à l'homme les félicités éternelles... et célestes...

Cependant, l'Eglise revendique le droit, et même le droit exclusif, d'enseigner. Ecoutons ses représentants. Dans une lettre collective, publiée le 4 mars 1924, les évêques reprenant les thèses pontificales écrivent : « ...si « on écarte la Religion, point d'éducation morale digne de ce nom, ni « vraiment efficace... C'est pourquoi vouloir des âmes imbues de bonnes « mœurs et, en même temps, étrangères à la Religion, est aussi insensé « que d'exciter à la vertu après en avoir nié la base. »

Et Pie XI, dans une lettre au Cardinal Gasparri, lettre qui veut être une réponse à Mussolini sur la liberté de conscience et la liberté de discussion, écrit : « ...si on veut dire que la conscience échappe aux pouvoirs « de l'Etat ; si on entend reconnaître que, en fait de conscience, l'Eglise « est seule compétente, en vertu du mandat divin, on en vient ainsi à « reconnaître que dans l'Etat catholique la liberté de conscience et la « liberté de discussion doivent s'entendre et se pratiquer *selon la doc-* « *trine catholique.*

« On doit, par nécessité de logique, reconnaître que le mandat éducatif « plein et parfait ne revient pas à l'Etat, mais à l'Eglise, et que l'Etat « ne peut ni empêcher, ni restreindre l'exercice et l'accomplissement de ce « mandat, pas plus qu'il ne peut le limiter au seul enseignement des véri- « tés religieuses. »

C'est clair : quoique dépourvue de toutes les capacités requises, l'Eglise prétend « exercer le mandat éducatif, plein et parfait » illimité.

Cette prétention s'explique par le fait que l'Eglise établit une confusion volontaire entre la Science et la Morale, et s'efforce de subordonner celle-là à celle-ci.

Or, la Science, c'est l'observation et l'expérience. En dehors de tout souci idéologique, elle poursuit ses travaux et nous en livre les résultats pour notre défense individuelle et l'amélioration des conditions de l'existence.

La morale est dogmatique, religieuse : elle prétend atteindre la perfection par la coercition, le bonheur par les postulats sentimentaux qui méconnaissent et écartent le libre examen.

Eternel point d'interrogation que cherche à résoudre l'homme, la science modifie sans cesse principes et concepts ; la morale suppose la rigidité, l'immuabilité, l'intangibilité de ses directives.

La liberté, l'indépendance, conditionnent les recherches scientifiques ; toute morale implique des sanctions, c'est-à-dire des atteintes à la liberté individuelle.

Toute la vie n'est qu'une technique dont la science s'efforce de découvrir les lois et d'expliquer le mouvement.

La religion voulant expliquer l'inconnu, commence par appeler « Dieu » la cause qu'elle ne peut définir. Pas de morale sans Dieu, s'écrie-t-elle ; mais Dieu restant à découvrir, sa morale, dépourvue de base, n'a que le mensonge pour piédestal.

Enseigner par mandat divin ? C'est tout simplement faire du mensonge, de l'imposture, le critérium de la culture humaine, c'est détourner l'humanité de son devenir, l'égarer dans les méandres nébuleux et capricieux de la mythologie, afin d'endormir par le merveilleux ses facultés d'observation, de discernement, de raisonnement.

Les religions sont des impostures. Elle ne peuvent enseigner, au regard de la Raison. Elles n'en ont pas le droit.

L'enseignement religieux doit être considéré comme un viol de la conscience universelle, comme un crime contre l'humanité, comme le geste le plus crapuleux qu'une puissance humaine puisse tenter contre ce trésor d'innocence, de beauté et d'espérance, qui s'appelle un Enfant.

Cette affirmation qui découle de la doctrine religieuse elle-même, les faits l'ont vérifiée dans le passé, la vérifient chaque jour dans le présent...

Et, cependant, durant des siècles, l'Eglise, forte de son influence morale et de sa toute-puissance matérielle, détient et exerce le monopole de l'enseignement.

Elle l'exerce jusqu'au jour où la bourgeoisie, issue de ses jésuitières et arrivée au pouvoir, organise à son tour l'enseignement et prétend le laïciser.

L'enseignement d'Etat succède ainsi à l'enseignement de l'Eglise.

Mais...

Qu'est-ce que l'*Etat* ?

L'ETAT

L'Etat, c'est l'expression de la contradiction des classes. C'est l'ensemble des institutions exigées et créées par la classe dominante pour la conservation, la défense et l'accroissement de ses privilèges.

C'est une erreur grossière que de supposer que l'Etat exécute les directives de la société. C'est un mensonge que de le prétendre.

Il faudrait alors accepter comme une vérité que des millions de travailleurs, qui souffrent de l'exploitation capitaliste, se donnent volontairement des maîtres par calcul ou par plaisir.

L'Etat, expression d'une classe ou d'un parti, gouverne en leur nom. Qui dit « gouvernement », dit « dictature ». Insidieuse et vaguement camouflée en souveraineté nationale, ou bien avérée et cynique, c'est l'autorité d'un ou de plusieurs individus sur tous les autres. Elle ne peut se maintenir que si elle s'exerce sur des sujets, sur des fidèles, prêts à accepter son joug, à s'y soumettre, à le subir.

De quelque parti, de quelque idéologie qu'il se réclame, un gouvernement, s'il veut durer, doit exiger non des hommes libres, mais des citoyens défenseurs de ses institutions, conformes à ses buts et à ses besoins.

C'est pourquoi l'Etat, comme l'Eglise, ne peut tolérer la liberté de l'Enseignement. La tolérer équivaudrait pour lui à se suicider en tant que classe dirigeante. Son avenir, son existence même, dépendent de l'étroite et aveugle soumission de ses sujets à ses lois.

Toute intelligence qui tente d'échapper à son contrôle, commet un crime de lèse-autorité, de même que toute intelligence qui s'évade du contrôle de l'Eglise commet le crime de lèse-divinité.

Asservir les intelligences, dresser des sujets dociles, est une nécessité vitale pour tous les Etats, comme pour les églises.

S'il est bourgeois, l'Etat, maître de l'Enseignement, élève les enfants selon l'idéologie capitaliste, c'est-à-dire les rend aptes à subir l'exploitation de toutes leurs forces au profit de la bourgeoisie régnante.

S'il est socialiste, son autorité peut s'asseoir sur de plus larges bases, sa domination émaner d'une élite, mais il ne peut prétendre représenter la société. Comme l'Etat bourgeois, il est dans l'obligation de monopoliser l'enseignement au profit de la minorité politique dont il défend les intérêts.

Faut-il des témoignages ? L'Allemand Schemm, un des auxiliaires du Führer, définit ainsi le rôle de l'instituteur « il doit demeurer le chef « de section d'assaut de la jeunesse, en tant que serviteur de la nation », et plus loin : « le maître mettra au centre de son enseignement : la race, « la défense du pays, le principe du chef, la religiosité... Il pratiquera « la pédagogie basée sur la foi... (il évitera de) disloquer les idées par « l'analyse... (il faut) faire appel à l'émotivité plutôt qu'à la raison », (Bulletin de l'*Internationale des Travailleurs de l'Enseignement*).

En Italie, si nous en croyons Marcel Prenant, « La jeunesse et l'enfance « ont été entièrement militarisées et des gens influents pensent à rem- « placer le maître par l'officier... La *Rivista Pedagogica* accueille la sug- « gestion de soumettre la direction de l'enseignement à des officiers de « l'armée nationale pour sauver *la civilisation*, qui *s'effondre* du *fait des* « *instincts révolutionnaires et internationalistes des non-possédants.* » Cité par A. Franck : « *Le Fascisme* ».

L'Etat bolchéviste russe ramène à l'idéologie marxiste les connaissances enseignées dans ses écoles ; il militarise son enseignement (exercices physiques) et « s'attache à former des instituteurs bolchévistes ». (*Bulletin de Presse de l'I. T. E.*)

Parlant au Congrès des Femmes Socialistes, la Camarade Tytgard déclare « attacher surtout une certaine importance à l'éducation de l'enfant « *dans les principes socialistes.* » (*La Femme Socialiste*, avril 1936).

La démocratico-bourgeoise *Marianne* est bien dans la note quand elle « veut faire au futur travailleur une âme de citoyen ».

L'Etat et l'Eglise sont donc deux puissances d'autorité identiques dans leurs desseins :

Leur but est de gouverner.

Elles sont aussi identiques par l'armature et les moyens qui leur permettent d'atteindre ce but.

L'Eglise veut imposer aux hommes sa morale religieuse.

L'Etat veut inculquer aux citoyens sa morale civique.

L'Eglise s'appuie sur la Révélation divine qui détruit la science.

L'Etat sur la Révélation politique, dont le Savoir doit dévoiler les méfaits et préparer l'écroulement

Là, le dogme religieux, ses rites, son culte, ses hymnes, ses traditions, ses emblèmes, son intolérance.

Ici, le dogme politique, respect de l'autorité, des privilèges, du culte de la Patrie et de son emblème : le drapeau national.

La Patrie ? mystique politique, religion nationale, barrière artificielle dressée entre les humains pour multiplier leurs antagonismes et les exploiter.

La Patrie ? Domaine où se réalisent les ambitions ethniques au détriment de la grande famille humaine.

La Patrie ? Religion historique avec ses dieux particuliers, aux instincts brutaux ; avec ses légendes et ses désirs d'hégémonie.

Le drapeau de la patrie ? C'est l'étendard d'une Eglise — avec ses guerres, ses victoires, ses martyrs, son orgueil, ses ambitions, son fétichisme, l'idolâtrie de tout un peuple... oublieux des millions de morts tombés sur les champs de bataille pour assouvir l'appétit effréné de l'Autorité de l'Etat et de ses citoyens privilégiés.

Là : Dieu et son pape, ses évêques et cardinaux, ses prêtres et ses vicaires... ses éducateurs religieux.

Ici, le Pouvoir de l'Etat, ses fonctionnaires, ses législateurs, ses magistrats, ses policiers et ses prisons, toute la hiérarchie avec ses conséquences, et l'enseignement militariste et chauvin.

Là, l'évangile, le catéchisme chrétien. Ici, le devoir civique, c'est-à-dire l'impôt du sang, les impôts de l'Etat... le respect des lois nationales, de la propriété capitaliste, etc...

Deux morales différentes par la forme, concourant au même but : exploitation de la bêtise et de la sentimentalité humaines ; enchaînement de l'homme à des idéologies, à des mystiques dont la science ne peut que repousser les postulats et saper les fondaments.

Fatalement, par définition, l'une en vertu d'un prétendu mandat divin, l'autre au nom d'un soi-disant intérêt général, ces deux puissances, Eglise et Etat, asservissent l'homme dans l'enfant, le plient sous leur dictature, en font d'avance le serviteur de la classe, de la caste, ou de la secte, qui détient le pouvoir et qu'ils servent ou représentent.

Pas plus que l'Eglise, l'Etat ne doit instruire l'enfant, puisque pas plus qu'elle, il ne le libère.

Se charger de l'enseignement c'est donc, pour l'Etat, comme pour l'Eglise, usurper un droit que lui dénient la science et la logique.

L'Eglise et l'Etat, prétendant enseigner les enfants, poursuivent donc des *Buts parallèles* ;

Ils ont des *Armatures semblables* ;

Ils ont aussi une organisation identique de l'instruction : l'Etat semble avoir copié l'Eglise.

Même séparation des enfants en deux catégories : avec l'Eglise les riches recevaient, dans les collèges de jésuites, une culture qu'on peut critiquer, certes, mais qu'il serait vain de nier ou de railler, car elle a permis aux privilégiés du rang ou de la fortune (nobles et bourgeois), de conduire le peuple, où et comme ils ont voulu.

Aux enfants du peuple étaient destinés les petites écoles des frères qui ont mérité l'épithète d'ignorantins.

L'Etat n'a pas fait mieux.

Pour les riches, il a créé l'enseignement secondaire, payant, des lycées et des collèges, où s'enseignent « les humanités ».

Et « pour les classes laborieuses » selon les fortes et amères paroles d'Albert Thierry, l'Enseignement primaire « c'est-à-dire une culture en « solde, riche occasion un peu défraîchie à l'étalage, le classicisme « du pauvre... enfin quelque chose qui fût bien assez bon pour ces sales « primaires. »

Tandis que l'enfant riche devenu grand, continue « ses classes », le fils de prolo quitte l'école à l'âge où elle lui serait le plus profitable.

Celui-là apprend à diriger, comme il est normal, puisqu'il appartient à la classe dirigeante.

Celui-ci, futur travailleur, apprend à travailler pour devenir apte à « produire ».

Nous n'avons pas été dupes du projet d'Ecole Unique enterré aussitôt qu'ébauché. Nous savions ce que pouvait donner cette caricature d'Ecole Unique, cet entrebâillement — si léger — des portes du secondaire, devant les plus doués des enfants du peuple.

Nous ne sommes pas davantage dupes du grrrand projet de Réorganisation totale de l'Enseignement... malgré son Orientation professionnelle, son éducation physique... et tout le tremblement !

La Bourgeoisie, classe régnante, ne saurait être désintéressée ; et tout ce qu'elle fait, est fait pour son profit.

Ce qu'elle veut obtenir, par son orientation professionnelle, ce sont des ouvriers, des techniciens, des ingénieurs... habiles, pour *ses* usines, *ses* mines, *ses* laboratoires ; ce sont des fonctionnaires instruits pour *ses* administrations.

Ce qu'elle veut former dans ses stades, ce sont des soldats et des chefs de sections capables de défendre *ses privilèges*.

Ce qu'elle veut se donner, en un mot, ce sont de *bons serviteurs*, c'est-à-dire : instruits, capables, zélés et surtout, surtout *dociles*.

Elle sent « les primaires » lui échapper sans doute. Alors... « Réorganisons... »

Si elle veut élever jusqu'à elle l'élite des fils d'ouvriers et de paysans, c'est qu'elle espère les déclasser. Elle compte sur leur reconnaissance et sur son enseignement pour se les annexer. Convenons qu'elle y a réussi généralement. Les prolos parvenus, traîtres à leur classe, sont devenus les ennemis de leur milieu et les meilleurs défenseurs de la bourgeoisie : « les meilleurs gendarmes et les plus féroces, se recrutent toujours chez les braconniers ».

Ecole d'Eglise... Ecole d'Etat ? Ce sont, ici et là, même séparation des classes C'est aussi une même dépendance du personnel enseignant vis-à-vis d'un pouvoir central qui n'a rien de pédagogique, un même souci de s'assurer leur fidélité et le conformisme de leur enseignement.

Sans parler des membres enseignants du Clergé qui, faisant partie de la maison religieuse, lui étaient dévoués corps et âmes, l'église a tenu en tutelle étroite ceux qui, sous le nom de régents ou d'instituteurs, partageaient avec les frères la mission de « faire la classe ».

L'évêque les nommait ou participait à leur nomination, et le curé les surveillait étroitement dans leur école et au dehors. A-t-on assez raillé ce pauvre magister, aieul de l'instituteur public d'aujourd'hui ! Chantre, sonneur de cloches, etc..., il n'était maître d'école que par surcroît. Il n'aurait pas conservé longtemps ses fonctions s'il avait déplu, si peu que ce fût, au curé qui le contrôlait.

Les ecclésiastiques, gardiens des dogmes, s'interdisent par définition, la diffusion de toute vérité destructrice de ces dogmes, qu'ils doivent répandre et faire respecter. Leur intérêt immédiat leur commande de veiller au maintien de l'autorité et au développement de la puissance du clergé.

Quant à l'instituteur, nommé, surveillé par l'église, il ne peut être laïque que de nom et de costume.

Le christ écartelé qui, dans sa classe, préside aux exercices *dits scolaires*, lui donne l'exemple de la résignation, de l'obéissance, qu'il enseigne à ses élèves avec le crédo et le pater. Et que pourrait-il enseigner d'autre ?

N'est-il pas souvent lui-même un ignorant, puisqu'au milieu du XIXe siècle, il existe encore des maîtres illettrés !

Par ses lois de 1884, la république a prétendu révolutionner tout cela. Et de fait, le clergé ne vient plus vérifier, en classe, l'enseignement de l'instituteur public.

Il se contente de l'attaquer au dehors. La prière, le catéchisme chrétien, n'ont plus rang parmi les exercices scolaires. Quant au crucifix, nous n'osons pas affirmer qu'il ait complètement disparu des classes, mais s'il en reste, il en reste peu.

La religion a donc officiellement quitté la place dans les écoles de l'Etat : le maître primaire ne dépend plus du curé, mais il dépend entièrement du pouvoir politique.

L'instituteur est nommé par le Préfet qui, on le sait, n'a lui-même aucune indépendance et se borne à être un agent docile du pouvoir exécutif (quelque chose comme l'évêque de la bourgeoisie régnante) et qui, au surplus, n'a obligatoirement aucune compétence pédagogique. Qu'en ferait-il ? Il lui suffit d'être « dans la ligne » et de veiller au respect de cette ligne dans son diocèse départemental. Il y veille et avec « les chefs hiérarchiques » de l'instituteur, lui rappelle « qu'investi d'une fonction importante de l'Etat, il doit donner l'exemple du civisme ». En vertu de ce précepte de morale politique, l'instituteur doit soigneusement s'interdire la manifestation de toute opinion politique hétérodoxe, non seulement dans sa classe, mais hors de sa classe ; non seulement en tant qu'instituteur, mais aussi en tant que citoyen.

Quand on parcourt la trop longue liste de ceux qui ont été frappés de peines, allant souvent jusqu'à la révocation, on constate qu'aucun n'a été puni pour « insuffisance professionnelle ». Seuls ont attiré sur eux les foudres gouvernementales, leurs opinions, leurs propos, ou leur action révolutionnaires, inquiétant quelque manitou de clocher ou risquant, sans doute, de « faire effondrer la civilisation » comme on dit au doux pays de Mussolini.

Citer des noms sortirait du cadre de cette brochure. Mais qui ne comprend que si certains maîtres luttent et s'exposent, pour conquérir leur indépendance, la majorité s'incline ? Elle s'incline par nécessité vitale, par manque de courage ou par indifférence.

Et qui ne comprend qu'un homme qui n'est pas libre ne peut pas préparer l'éclosion d'hommes libres ?

Instrument docile du pouvoir, qui le nomme, qui le paie et le récompense, ou le punit, le maître d'école fait en général la propagande que ce pouvoir attend de lui. Et cela lui coûte d'autant moins qu'il est lui-même la première victime de cette propagande. Elevé dans les écoles de l'Etat, il a de bonne heure pris le « pli conforme ». Son instruction (quoique primaire) est réelle, et les écoles normales ont cette qualité de pourvoir les futurs instituteurs d'une utile culture générale incontestable et il y a donc loin de son instruction à l'ignorance de son ancêtre, le magister ! Heureusement !

Le Christ a disparu de sa classe, les prières et le catéchisme chrétien également.

Mais l'Etat bourgeois lui fabrique de bons programmes qui lui permettent en « maquillant l'histoire, en choisissant arbitrairement les faits, de... légitimer le présent par le plus égoïste optimisme » : qui, par leur enseignement civique et moral, lui permettent de célébrer à l'envie le culte des déesses Patrie et République, et d'inculquer aux fils de prolétaires l'obéissance à toutes les autorités et le respect de l'ordre établi.

Ainsi se fabriquent « de *bons* ouvriers, de *bons* citoyens, de *bons* soldats, selon l'évangile de Marianne IIIe et de ses bons apôtres ».

Le fait que certains instituteurs s'évadent de la tutelle étatiste, libèrent leur enseignement du bourrage de crâne et du dogmatisme, confirme notre opinion, puisqu'ils le font en dehors de l'Etat et malgré lui.

L'Etat veille d'ailleurs ; et, tandis qu'il laisse l'Eglise s'infiltrer, s'insinuer, dans *sa* propre maison et prendre pied dans *son école laïque,* tandis qu'il laisse le clergé attaquer et grignoter *sa laïcité*, il songe à supprimer les écoles normales, trop « peuple » et qui sont devenues « des foyers communistes ».

Nous pouvons conclure que l'enseignement de l'église et l'enseignement de l'Etat présentent les mêmes caractères : tous deux religieux — tous deux dogmatiques — tous deux intéressés — tous deux autoritaires.

Leurs résultats, comme leurs buts et leurs procédés, sont semblables.

L'un fait des croyants, des résignés, l'autre fabrique des serviteurs crédules, confiants, bons citoyens et bons soldats.

Après plusieurs siècles d'enseignement religieux, « le peuple, disent les historiens, avait pris le pli de la misère ».

Après des années d'enseignement étatiste, « ce qui manque le plus aux ouvriers, dit Pelloutier, c'est la science de leur malheur ».

Et cela en dit long sur la passivité du peuple.

Croyant, il attend toujours son salut d'un dieu plus que problématique. Bon citoyen, il l'attend d'un parlement ou d'un ministre (!) à qui il confie sa destinée et qui a bien d'autres intérêts à servir !

Cependant que le temps marche, que des révolutions secouent le monde, que des découvertes enrichissent le savoir humain, modifient les conditions de vie.... croyants et citoyens attendent... confiants : ouvriers, ils travaillent pour leurs maîtres, et soldats, ils meurent pour eux.

La religion les abrutit ; l'Etat les asservit.

Educateurs religieux et étatistes peuvent, à l'envie, s'appliquer les paroles de l'archevêque de Cologne : « C'est toi, instituteur et éducateur « de demain qui, par ton action au milieu des petits enfants, entoureras « l'âme enfantine, simple et tendre comme l'argile, de la subtile entrave « qu'on ne pourra plus rompre. »

Et c'est ainsi qu'à travers des régimes de noms différents, de structure semblable, l'enfant, c'est-à-dire « l'Avenir », fut toujours sacrifié à l'Autorité, ou religieuse ou civile, c'est ainsi que la foule des travailleurs fut toujours asservie à une poignée d'oisifs et d'exploiteurs.

CHAPITRE IV

LA LAICITÉ

Nous nous refusons à appeler enseignement le bourrage de crânes éhonté auquel se livrent les églises et les Etats, *toutes* les églises, *tous* les Etats.

Nous nous refusons à appeler instruction, ce savoir filtré, sophistiqué, frelaté, qui met aux enfants des verres et des œillères, afin qu'ils suivent docilement la voie que leurs maîtres ont choisis pour eux.

Nous nous refusons à appeler éducation, ce dressage, cette somme d'habitudes, qui fait de l'être intelligent « une mécanique parfaitement montée ».

Nous refusons le qualificatif de laïque à un enseignement qui chasse une divinité pour en imposer une autre ; qui remplace une foi, un catéchisme, des obligations religieuses, par d'autres croyances, d'autres lois, d'autres obligations aussi impérieuses, aussi inhumaines, quoique civiques.

L'enseignement laïque n'admet ni dieu, ni drapeau, ni emblème d'aucune sorte, ni décalogue, ni cantique, celui-ci fût-il l'*Internationale* !

Il n'est ni syndicaliste, ni communiste, ni prolétarien, ni bourgeois, ni militariste.

L'enseignement laïque est tout simplement humain, c'est l'enseignement lui-même, l'enseignement tout court.

Il n'est pas neutre cependant. On ne saurait être neutre entre la vérité et le mensonge.

On ne saurait être neutre quand on poursuit le bonheur de l'humanité, en commençant par le bonheur de l'enfant ; quand il s'agit d'élever le degré de civilisation de chaque génération, il ne saurait être question de neutralité.

L'enseignement laïque est humain. Tout en respectant la personnalité de l'enfant, il lui apporte les moyens de dégager progressivement sa forme définitive, humaine, sa personnalité de travailleur, sans la noyer dans la masse grise, amorphe et sans reflets des individus, des croyants, des citoyens.

Programme ambitieux, irréalisable pour les enfants des prolétaires d'aujourd'hui, comme pour ceux d'hier.

L'école de demain doit le réaliser.

Réellement unique, elle ne sépare pas les enfants en deux clans : dirigeants et dirigés, chefs et sujets, parasites et travailleurs. Elle s'adressera à tous les enfants, à tous les adolescents, pour en faire des hommes.

Aux enfants, elle apporte les premiers éléments de la culture. Qu'on nous excuse ce mot peut-être un peu prétentieux. Nous entendons par là, la somme des connaissances indispensables à qui veut et doit connaître le monde — la somme des connaissances scientifiques, littéraires de toutes sortes, qui donneront à l'adolescent la possibilité de choisir, d'orienter sa vie de travailleur — la somme de savoir qui, jusqu'ici, fut l'apanage d'un petit nombre de privilégiés et qui, désormais, doit être à la portée de toutes les intelligences.

A l'adolescent, l'école fournit les moyens de poursuivre sa culture générale, de l'achever dans la mesure que lui permettent ses facultés intellectuelles, en même temps qu'il se spécialise et étudie plus particulièrement la profession pour laquelle le désignent ses aptitudes.

On ne doit plus voir, d'une part, de riches oisifs, plus ou moins cultivés (il y a aussi des cancres chez les bourgeois), de l'autre, des travailleurs, plus ou moins ignorants.

Tous les travailleurs, quels que soient leurs outils, quelle que soit leur besogne, doivent être le plus savants possible. Et l'école n'aura pas rempli toute sa mission lorsqu'elle aura fait de tous les enfants des ouvriers habiles et instruits.

L'instruction que nous demandons, que nous voulons réaliser, n'est pas ce savoir prostitué, dont le résultat le plus clair fut, il n'y a pas encore bien longtemps, de jeter « quarante millions d'êtres humains, pour ne « parler que de notre pays, contre la plus simple humanité, contre leurs « plus clairs intérêts, sur les plus évidents et les plus criminels men- « songes. » (M. M.)

Non : *laïcité* est synonyme de *vérité*. C'est la vérité que l'enfant curieux poursuit et réclame. C'est la vérité que nous lui devons. L'instituteur, non pas en maître, mais en grand camarade, doit, non pas la lui apprendre, mais la chercher avec lui. Ensemble, ils étudient les faits. Ils les observent, les analysent, les comparent. Ils dissèquent les idées, et ont l'honnête courage d'avouer leur ignorance dès qu'ils ne savent plus, ou qu'ils n'ont plus la certitude de savoir.

C'est la méthode scientifique, la seule laïque, celle qui forme le « libre examen ».

Et laïcité est encore synonyme de liberté.

Ecole laïque égale école de la liberté. La liberté est la première conséquence du savoir ; le premier fruit de l'instruction véritable : c'est parce qu'ils sont ignorants, ou munis d'une instruction truquée et incomplète (plus dangereuse encore que l'ignorance totale), que, tels des animaux dociles, les hommes se sont, jusqu'ici, soumis à d'autres hommes.

Mais la liberté est aussi une condition de l'éducation vraie. L'église se défie de l'enfant qu'elle, commence par accabler du poids de la tache originelle. L'Etat le plie, le mécanise sous une discipline déjà militaire.

L'école *laïque* fait confiance à l'enfant. Elle ne lui impose ni *sa* morale, ni *sa* discipline. Elle l'aide dans sa tâche, dans son travail d'épanouissement.

Pour reprendre une comparaison de Bernard, qui l'avait lui-même empruntée, croyons-nous, aux anarchistes, elle est comme le bon jardinier qui donne à la plante air, chaleur, lumière, humidité, pour qu'elle fleurisse et fructifie, mais qui se garde bien d'ouvrir lui-même le bouton, parce qu'il sait que son geste tuerait la fleur et le fruit.

Pour donner un enseignement laïque, c'est-à-dire humain, complet, scientifique, désintéressé, il faut des éducateurs libres, indépendants.

Les instituteurs syndicalistes d'avant-garde qui ont, depuis longtemps déjà, pris pour devise cette phrase : « sois un homme, puisque tu dois faire des hommes », ont parfaitement compris cette nécessité.

Aucun gouvernement ne peut y souscrire.

C'est la société de demain, la société libertaire seule, qui peut donner à l'enfance et à la jeunesse le personnel enseignant impartial et vraiment laïque dont elle a besoin, afin que l'enseignement soit « délivré des entraves que les préjugés de classe et la force du gouvernement leur ont imposées ». (Karl Marx : « La Commune »).

CHAPITRE V

SCHEMA D'ORGANISATION

La suppression de l'Etat, c'est-à-dire la suppression de l'organisation sociale par administration de l'Etat, par pouvoir centralisé étranger à l'économie et la dominant quand même, apparaît à beaucoup comme une formule théorique assez creuse.

Nous avons vu les méfaits de l'enseignement dirigé par l'église ou par les Etats. Car s'il y a Etat et Etat, nous trouvons, chez l'un et chez l'autre, qu'une différence dans la nocivité. Il peut y avoir « moins de mal » ici que là : mais il y a mal, erreur et mensonge chez les deux.

Nous ne cherchons pas le moindre mal, le joug le plus léger, la servitude la moins pénible, l'esclavage le plus humain, la culture la moins corrompue... Non !

Nous voulons supprimer le mal, détruire le joug, abolir l'esclavage, instaurer un milieu économique et social tel, que la culture soit indépendante et que la science et la pédagogie réalisent, dans la production des cerveaux, l'effort collectif que la science, la technique et le travail, réaliseront dans la production des objets de consommation.

Produire ! Produire à l'école comme aux champs, à l'usine. Produire le culturel pour agencer le matériel. Donner à l'esprit le maximum d'équilibre pour déterminer le maximum d'ordre dans les efforts et dans les choses.

Ce labeur ne peut être mené à bien que dans une ambiance débarrassée de toute contrainte, dans une atmosphère de libre examen, dans le cadre économique et social d'une société *exclusivement* syndicale et coopérative, c'est-à-dire dans une société communiste-libertaire.

Dans une telle société (d'administration générale par voie syndicale et coopérative) qui se chargera du service de l'instruction publique ? Ce sont les instituteurs qui font la classe. Il suffira donc de « produire » des instituteurs et des écoles.

La formation d'un instituteur demande une culture générale solide et étendue et l'étude d'une technique spéciale.

La première sera l'œuvre de ce que nous appelerons le Corps Scientifique — la seconde se fera sous la direction de pédagogues et, aussi, des médecins et des psychologues de l'enfance.

Le syndicat de l'Enseignement et les syndicats de Métiers, intervenant dans la formation des instituteurs, vérifieront les capacités du personnel.

La tâche sera double :

1° production, c'est-à-dire formation du personnel enseignant ;

2° répartition des écoles et du personnel.

C'est aux syndicats de Métiers que sera dévolué la tâche de Production. C'est le syndicat de l'Enseignement qui aura la responsabilité de former les instructeurs de la jeunesse.

Le syndicat de l'Enseignement est nécessairement en relations étroites et constantes avec les autres syndicats de producteurs : ouvriers, paysans, savants, artistes, aussi bien sur le plan local que sur le plan régional ou général.

D'abord, parce que les autres syndicats représentent des groupes d'usagers d'un service où ils ont un droit de regard. Ensuite, parce qu'ils doivent, de concert, organiser les études techniques de la jeunesse, les orienter, les préciser.

Enfin, parce qu'ils concourent ensemble à la satisfaction des besoins de tous. Parce que les syndicats de producteurs constituent les branches spécialisées de l'organisation de la production. Parce qu'ensemble, ils assurent la vie matérielle et intellectuelle des hommes.

Sur le plan local, les délégués des syndicats formeront l'union locale de la production, tout comme les délégués des coopératives de répartition formeront l'union locale de la répartition.

L'administration communale devra donc représenter la synthèse des forces de production et des services de répartition.

L'administration sociale et communale égale : production et répartition. Tout dans l'administration sociale *n'est que production et répartition.*

L'administration communale sera un conseil économique groupant les délégués des deux unions locales.

Les syndicats, et peut-être aussi les coopératives de production, seront groupés régionalement, et même en Confédération Générale. Quoi qu'il en soit, ces groupements n'auront ni rôle politique, ni soucis électoraux, mais exclusivement des tâches de production et de répartition.

Ce seront uniquement des groupements de travail chargés de produire ou de fabriquer tout ce qui est nécessaire à la vie de chacun : le pain et l'outil, le livre et le logis, le savoir et les soins, le repos et les distractions, etc...

Voilà pour la première tâche.

La seconde tâche sera une tâche de répartition des instituteurs, des écoles, du matériel d'enseignement, et devra se faire selon le rythme des besoins.

Elle se fera avec l'aide et le concours de la Commune-libertaire. Groupement économique local, administrant la plus petite étendue de territoire. La Commune-libertaire (que d'autres appelleront Soviet économique) réunit des délégués de tous les syndicats, des coopératives de production et de répartition et de tous autres ensembles, à caractère économique, qui pourront naître.

Par sa composition, elle connaît exactement les ressources et les besoins de la localité. Elle règle donc les échanges dans la commune. La fédération régionale et la fédération générale (ou nationale) sont là pour pourvoir aux manquants et aux vides, et assurer le passage, d'une localité à l'autre, de telle ou telle denrée.

Grâce à leur composition, les Communes-libertaires confrontent « l'offre et la demande » et sont à même de répartir la première selon les besoins de la deuxième.

Le syndicat de l'Enseignement leur apporte des instituteurs techniquement capables d'enseigner les enfants et les adolescents. Elles doivent, d'abord, les pourvoir d'écoles et du matériel qu'exige leur travail. Ensuite, leur fournir tout ce que demande le constant perfectionnement de leur métier, et tout ce dont ils ont besoin pour vivre — au même titre que tous les autres producteurs, ni plus, ni moins : autant.

Une seule règle pour les échanges, mais elle est inflexible :

Chacun reçoit selon ses besoins et les disponibilités, et chacun donne selon ses capacités.

Elle est logique, rationnelle, humaine. Elle réalise l'égalité absolue dans le domaine des rapports entre les hommes.

Egalité ? autre face de la Laïcité.

Elle ne connaît ni chefs, ni subalternes, ni maîtres, ni employés. Elle connaît des individus aux besoins nombreux et variés. Elle dispose de travailleurs qui ont tous le même droit à la vie, et dont les aptitudes, infiniment variées et différentes, contiennent en puissance la satisfaction des besoins de chacun.

Elle n'a qu'à assurer, aux uns et aux autres, des produits tant culturels que matériels.

L'ouvrier des champs fait jaillir du sol les produits de première nécessité. L'ouvrier de l'usine les transforme pour la commodité de leur utilisation. L'ouvrier du laboratoire scientifique, par ses incessantes recherches, asservit les forces de la nature, diminue l'effort humain, augmente son rendement... L'ouvrier de la plume, du pinceau, charme les loisirs.

L'ouvrier de l'éducation apporte à l'intelligence l'aliment dont elle se nourrit, se fortifie, grandit. Il contribue aussi au progrès perpétuel de la civilisation pour le mieux-être de tous, et pour leur émancipation.

Il n'est plus de manuels et d'intellectuels, catégories inventées par les dirigeants, passés maîtres en l'art machiavélique de diviser pour régner. Cloisons artificielles élevées entre les travailleurs, compartiments subdivisés selon une hiérarchie savante qui fait de chacun le suzerain d'un inférieur et le vassal d'un supérieur ; où chacun se croit en possession du pouvoir, et n'est en réalité que le chien de garde chargé de défendre, contre ses frères de misère et d'esclavage, les privilèges de leurs maîtres communs.

Epithètes semeuses de haines, vestiges d'une époque révolue, où le savoir s'achetant était l'apanage des seuls riches qui écrasaient de leur prétendue supériorité les manuels ignorants.

On ne sait ce qu'il faut le plus mépriser de la vanité des intellectuels qui dédaignent les manuels des hauteurs de leur science châtrée ; où de la lâcheté des manuels qui admirent cette même science... avec, du moins, l'excuse de leur ignorance ; ou encore de la bêtise et de l'inconscience, des uns et des autres, qu'une classe de profiteurs pille, exploite, berne, bafoue, spolie de leur génie, de leurs inventions, de leurs réalisations, sources de jouissances dont ils ne profitent point eux-mêmes.

Intellectuels, Manuels, vocables usés, dénués de sens ; car les idées, si géniales soient-elles, ont besoin du secours de la main pour se matérialiser et exister ; car l'esprit n'est pas sans le corps ; car l'œuvre matérielle, que ne guide et ne vivifie pas une idée, n'est, à son tour, qu'un corps sans âme.

Intellectuels et Manuels, frères jumeaux, ouvriers du cerveau et ouvriers du muscle, artisans de la vie culturelle et de la vie matérielle se complètent nécessairement et coopèrent également à la création de la vie tout court. Ils n'existent que l'un par l'autre, comme dans un concert chaque artiste, faisant sa partie, concourt à créer l'ensemble harmonieux qui enchante nos oreilles.

Ainsi, dans la société laïque, des hommes vraiment laïques, travaillant chacun selon ses aptitudes et ses moyens, créent cette suprême harmonie qu'est le bonheur de l'humanité.

CONCLUSION

Arrivés au terme de cette brève étude, nous pouvons conclure :

La *laïcité* n'est pas sans la *vérité* et la *liberté*.

Elle exige donc un enseignement en dehors de toute autorité civile ou religieuse... Elle ne connaît que les vérités scientifiques et repousse tous les dogmes, toutes les croyances, tous les catéchismes.

Sa tâche est d'éclairer les esprits, de poursuivre le bonheur de l'humanité, de faire naître des hommes, non des croyants, des citoyens, des machines...

L'enseignement des églises est fatalement dogmatique et religieux.

L'Etat part du principe d'autorité qui est aussi une révélation, une idéologie, une religion civique.

Pour l'Etat, l'autorité (et la hiérarchie qui en découle) est l'élément essentiel de tout équilibre dans les relations humaines.

Il proclame que l'autorité, c'est l'ordre, et que la liberté (si vulgarisé qu'en soit le nom... jusque sur les murs des prisons) n'est qu'un facteur de désordre.

Il soutient cette affirmation fausse en sociologie, démentie par les faits historiques, que l'homme ne peut atteindre la liberté ; qu'il doit mutiler en lui les aspirations libertaires qui, scientifiquemment, représentent le dynamisme même de l'évolution sociale.

Cette foi en l'autorité a pour conséquences immédiates le culte de la Patrie, du Drapeau, de la Force, le respect des Lois consacrant les iniquités sociales, les privilèges, la richesse, la propriété.

L'Enseignement Etatiste ne peut donc, lui aussi, qu'être dogmatique, religieux, militariste.

L'Enseignement des Eglises, et celui des Etats, poursuivent donc l'asservissement des esprits à des idéologies qui, pour tant qu'elles contiennent un peu de bien, n'en sont pas moins des barrières, des entraves, qui

ralentissent la marche de l'humanité vers des formes de sociétés plus rationnelles, plus humaines.

L'un et l'autre sont au progrès ce que l'autorité est à la liberté : sa négation.

Ils sont à la Laïcité ce que le dogme est à la Science, ce que la Révélation est à l'Expérience, ce que la Foi est à la Raison : son antithèse irréductible, absolue.

Enseignement religieux, enseignement étatiste, c'est toujours contre la laïcité, le viol de la conscience humaine, l'abus de confiance envers l'enfant.

L'Ecole Laïque n'existe pas encore. Si nous sommes convaincus que, seule, la Révolution Sociale pourra la créer, le devoir de la Libre-Pensée est de protéger l'enfant contre l'église, contrre l'Etat, et de participer aux luttes qui préparent le lit de la Révolution.

Entre les forces d'autorité du passé et les hommes d'avant-garde, la lutte, en matière d'enseignement, est déjà ouverte : nous citons ici un passage extrait d'un numéro de *Nouvel Age*, consacré à l'Ecole Laïque :

« Sortons des disputes quotidiennes et donnons au débat ouvert toute son « ampleur : Qu'est-ce donc que cette bataille entre le militarisme et « l'Enseignement, sinon l'expression de la grande lutte que se livrent les « deux grandes conceptions de la vie humaine, et qui est essentiellement la « révolution universelle dont nous sommes tous les acteurs ?

« Deux conceptions : l'une, qui a présidé aux destinées de l'humanité « depuis ses origines, et selon laquelle l'homme et les groupes sociaux « réalisaient leur grandeur et leur puissance par la victoire sur leurs « semblables, par la force armée ; l'autre, qui est sortie de la marmite « de Papin et de la bouteille de Leyde, qui est née d'hier et qui va « dominer tout l'avenir humain, et selon laquelle l'homme, l'humanité « réaliseront leur grandeur et leur puissance par leurs victoires sur les « forces de la nature inanimée.

« Deux conceptions qui commandant deux structures totalement diffé- « rentes des sociétés humaines.

« Avec l'une, c'est la domination des aristocraties armées, c'est le « militarisme, c'est l'armée et ses méthodes : le « dressage » de l'homme « à l'obéissance, à l'automatisme des mouvements selon l'ordre donné, « pour l'entrainement à la domination de l'homme sur l'homme — le « dressage selon lequel l'aptitude au meurtre devient, sous le nom de « l'héroïsme, la plus grande vertu de l'humanité.

« Avec l'autre, c'est la formation des démocraties, c'est la science, c'est « l'Ecole et ses méthodes : l'enseignement distribué à tous les hommes, des « moyens par lesquels l'humanité peut capter des forces dans la nature et « remplacer ainsi, selon la prévision d'Aristote, les esclaves humains par

« les machines — ou, selon l'expression de Lénine, les épaules de chair « par les épaules d'acier — l'enseignement, selon lequel *comprendre et « inventer* deviennent les plus hautes valeurs de l'humanité.

« Il n'y a aucun compromis possible entre les deux conceptions, entre « les deux mondes auxquels elles correspondent. Elles ne peuvent co- « exister sur la planète. « Ceci tuera cela ». Le duel engagé est un duel « à mort.

« Le duel, naturellement, entraine les classes sociales tout entières. Il ne « s'agit pas de l'opinion de tel ou tel individu, quel que soit son rang ou « son intelligence. Les deux conceptions expriment les intérêts de deux « classes :

« — la conception militariste, c'est tout naturellement la conception « d'une minorité de dirigeants qui vit des prélèvements qu'elle réalise, « par la force, sur le travail d'autrui ;

« — la conception scientifique et technique, c'est tout naturellement la « conception prolétarienne qui y trouve la certitude que va prendre fin « son long esclavage.

« Ainsi s'opposent la Caserne et l'Ecole. Leur conflit, c'est un des « aspects de l'immense tragédie dont le prologue va de mai 1789 aux jour- « nées d'octobre, dont le premier acte se jouera sur la scène européenne « et dont l'épilogue aura pour scène le monde entier.

« L'offensive déclenchée en France contre l'Ecole est le signe que les « acteurs prennent place pour l'action décisive. »

Aux Libres-Penseurs, nous disons :

Réfléchissez et choisissez... La Révolution sera politique si vous n'aspirez qu'à renforcer le pouvoir de l'Etat ou qu'à changer ceux qui en tiennent les rênes.

Elle sera sociale, si, brisant toutes les forces d'Autorité, nous confions aux travailleurs la production et la répartition des richesses ; si nous confions l'enseignement à la science, à la pédagogie, sous le contrôle de l'activité syndicale et coopérative.

Ne dites pas, avec insouciance, en laissant à d'autres la rude besogne : « l'Eglise ? l'Etat ? deux maux dont nous choisissons le moindre ».

Rappelez-vous un passé encore tout récent : la séparation. Contre l'Eglise vous avez servi l'Etat, c'est-à-dire les politiciens, hommes de toutes tyrannies, de toutes les avidités ; et quand fut vaincue l'Eglise, tous les meneurs de l'anticléricalisme, devenus à leur tour députés ou ministres, lui rouvrirent la porte que vous aviez fermée... Car il est une loi à laquelle tous les tyrans sacrifient : « Dieu est un fantôme nécessaire aux gouvernants pour s'imposer aux peuples ».

Sans une église prêchant la résignation aux spoliés, un Etat ne peut perdurer. S'il chasse un culte, il est contraint d'en créer un nouveau :

c'est le culte de la déesse Raison avec Robespierre, la déification d'un Lénine, momifié par la religion marxiste. La foi aide à tout subir, l'incroyance pousse à la révolte.

Si nous voulons servir la vraie laïcité, il faut rejeter tous les préjugés, et, en particulier, le « préjugé d'aînesse », cette vanité autoritaire qui nous fait imposer à nos enfants la formation spirituelle qui continue nos personnalités, nos caractères, qui respecte nos traditions, nos institutions.

Chacun de nous doit se pénétrer de cette vérité : l'enfant porte en lui les moyens d'accélérer le rythme du progrès social : mais il n'atteindra son épanouissement total qu'à une condition : la Liberté d'interprétation des faits et la Liberté d'action que lui garantiront les cadres mobiles d'une pédagogie contrôlée uniquement par la Science et le Travail.

Nos tâches se cristallisent : procréer avec intelligence et prudence ; préparer, par l'abolition de toute autorité, de toute tyrannie, une ambiance matérielle, scientifique et morale, telle que la vie individuelle et sociale ne dresse aucun obstacle aux efforts de la pédagogie et de la science, dans leur œuvre de Libération.

La Société pour l'Enfant !
L'Ecole pour l'Enfant !
La Science pour l'Enfant !
L'Avenir par l'Enfant !

Chassons de l'Ecole les politiciens qui se disent laïques ; tous ces démagogues intéressés, ces arrivistes sans scrupules, tous ces pleutres qui s'efforcent de séduire les pères par un anticléricalisme jésuitique afin de s'emparer des enfants pour les *soumettre à l'Etat* !

Dénonçons, chassons les faux libres-penseurs.

La Libre-Pensée, négation de tous les dogmes, de toute autorité, ne peut exister que dans une société réalisant l'égalité économique entre ses membres, chacun accomplissant sa tâche en associé d'autrui, sous le contrôle de ses associés, et repoussant toute ingérence politique.

La Libre-Pensée ne peut s'épanouir qu'au sein d'une organisation sociale sans dieux ni maîtres, dans la cité communiste-libertaire.

Nous considérons la Révolution Sociale comme la négation de la libre-pensée bourgeoise, du laïcisme bolchéviste, comme l'étape nécessaire à la conquête du droit de penser et d'exprimer sa pensée ; comme l'accouchement, douloureux mais indispensable, du milieu qui libèrera l'enfant de l'autorité qui l'égare, l'étouffe, et l'annihile.

Pour la vraie Libre-Pensée...
Pour la vraie Laïcité...
Pour l'Enfant...
Vive le Communisme-Libertaire !

AUX PARENTS

Alors que la masse grossissante des fonctionnaires afflue dans les syndicats par pur égoïsme corporatif, pour des augmentations de salaires et des conquêtes, indépendantes de tout esprit de libération humaine, les flics y déploient une moralité qui n'est pas inférieure à celle des douaniers, des octrois, du fisc, etc...

Alors que les fonctionnaires se rallient par instinct à toutes les formules sociales qui assurent, dans un Etat fort, l'hégémonie des fonctionnaires (bolchévisme et socialisme d'Etat)...

Nous assistons à ce spectacle réconfortant, dans les syndicats d'instituteurs, d'une minorité courageuse et lucide qui s'efforce de briser les chaînes que toute l'administration étatiste fait peser sur les épaules fragiles de l'Enfant.

Bataille magnifique ! Ceux qui, de tout temps, furent les serviteurs zélés des tyrans ! Ceux qui prêchèrent le renoncement individuel en faveur d'un intérêt général qui n'était qu'une duperie ; Ceux qui asservirent les hommes-enfants au respect de l'arbitraire, de l'injustice, de la force, de l'oppression, de la superstition ;

Ceux qui furent les chiens de garde du capitalisme, les défenseurs de l'Etat-gendarme, les vulgarisateurs d'une morale qui désarme les esprits et dépouille les consciences ;

Ceux qui furent les chantres de la Patrie, du drapeau, de la guerre ;

Ceux-là se ressaisissent, prennent conscience du rôle prépondérant qu'ils jouent dans l'évolution sociale.

Conscients de leur valeur, des instituteurs ont compris que leur rôle n'était pas d'enchaîner le présent au passé, de fabriquer des citoyens serviles, des esclaves. Mais de réaliser, dans l'enfant, cet esprit libertaire qui conditionne toutes les conquêtes sociales.

Des instituteurs se sont révoltés : on les a frappés. De toutes les révoltes, l'Etat considère la leur comme la plus dangereuse, parce qu'elle est la plus efficace. L'église a retrouvé l'Etat... Et devant le danger commun, les deux ogres ont fait cause commune.

Mais il est bien évident que la bataille est inégale. Cette vaillante minorité est décimée, ligotée dans ses efforts désespérés par l'effort de toutes les puissances privilégiées que protège l'Etat.

Mais elle peut vaincre. Elle doit vaincre. Il ne suffit pas que l'instituteur sente autour de lui la pression sympathique, mais combien faible de ses élèves.

Il doit pouvoir compter sur l'appui moral et physique des parents, sur l'intervention rapide et efficace des syndicats ouvriers.

Toute répression, s'abattant sur un instituteur, doit déclencher immédiatement l'occupation de l'école par les enfants et les parents.

L'Union locale syndicale doit appuyer le mouvement par une grève générale.

Le syndicat des instituteurs doit se refuser à sa tâche d'enseignement au profit de l'Etat, aussi longtemps qu'il sera brimé dans l'exercice d'une fonction qui ne peut être contrôlée que par la Science, la Pédagogie, les Elèves et les travailleurs.

Les Instituteurs sont passés en tête du mouvement de libération humaine.

Ils représentent l'avant-garde la plus clairvoyante des masses prolétariennes.

Ils sont, pour nous, l'assurance que nos enfants nous dépasseront en savoir, en bonté, en fierté...

Aidons-les donc. Disciplinons nos actions communes dans leurs buts.

Avec eux, sauvons l'enfant, l'homme nouveau de la cité nouvelle.

Tout pour l'Enfant...

Tout par le Syndicalisme Révolutionnaire...